

de plus en plus lourdes et multiformes sont reconnues comme techniquement et politiquement ingérables. Simultanément les politiques de désétatisation commencent à montrer leurs limites et être remises en cause. C'est dans ce contexte que les réformes institutionnelles deviennent une condition de la relance économique.

Comment la réforme des institutions est-elle abordée?

En termes de meilleure gestion et de meilleure efficacité ce qui est une dimension, mais qui laisse de côté l'essentiel : les modes de régulation sociale et politique si centraux pour comprendre l'allocation des ressources et du pouvoir. De plus cette réforme est abordée "d'en haut", laissant de côté ou passant sous silence la question du pouvoir comme processus social, culturel et politique et celle du contrôle de ces processus et de leur finalité : efficacité, "capacity building", "gouvernance" pour quoi faire? En d'autres termes, quel est le rapport entre gouvernance et "capacity building"? S'il n'y a pas d'amélioration du côté du "bon gouvernement", à quoi servirait l'amélioration des capacités institutionnelles?

Mais il y a quelque chose de plus fondamental concernant les dimensions politiques. Dans des situations où pour des raisons historiques se sont mis en place des régimes de type néocolonial, dans lesquels le mode de répartition des ressources, rendu possible par des multiples formes de coulage et d'accumulations parallèles, est sélectif et a très peu à voir avec la production, il est permis de suggérer qu'il était et reste très difficile de réconcilier "équité et ajustement", ce que proposaient les dimensions sociales de l'ajustement. Plus récemment, on voit très mal comment on peut réconcilier "démocratie", dans la mesure où celle-ci se doit d'être participative, et stabilité politique, ce qui est le but avoué des réformes institutionnelles récentes et de la gouvernance.

L'ambiguïté des conséquences de la "stabilité politique" dans certaines situations néocoloniales particulièrement répressives ne fait que souligner la nécessité impérieuse d'une perspective large lorsque l'on aborde la notion de "sécurité" dans le contexte des analyses sur la prévention des conflits.